



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Sur le plan massif d'investissement et de revalorisation pour l'hôpital

Question écrite n° 27814

Texte de la question

M. Bruno Bilde interroge M. le ministre des solidarités et de la santé sur le plan massif d'investissement et de revalorisation pour l'hôpital annoncé par le Président de la République mercredi 25 mars 2020. A l'heure où le système de santé est percuté par cette nouvelle épreuve, alors que les personnels soignants luttent jours et nuits contre l'épidémie de coronavirus avec un incroyable dévouement et un courage sans limite, le Président de la République a présenté, en marge d'un déplacement à l'hôpital militaire de campagne de Mulhouse, quelques mesures destinées à prendre en compte les difficultés de la communauté médicale après la crise. Si on peut évidemment se réjouir de cette prise de conscience et des annonces présidentielles, les questions d'urgence restent aujourd'hui sans réponse : où sont les masques ? Où sont les gants ? Où sont les tests ? Où sont les surblouses ? Où sont les gels hydroalcooliques ? Le projet d'un plan d'investissement va *a priori* dans le bon sens même si on paie au quotidien le prix lourd des multiples plans de démantèlement du système de santé français opérés ces dernières années et notamment depuis le début du mandat d'Emmanuel Macron. Pourtant, depuis 2017, les signaux d'alarme n'ont pas manqué pour alerter le Gouvernement sur la nécessité de sauver l'hôpital public, les urgences, la médecine de ville ou encore de corriger les injustices de la désertification médicale. Les grèves, les manifestations, les tribunes et les pétitions des blouses blanches se sont succédés ces deux dernières années en se fracassant sur l'indifférence et les insuffisances de l'exécutif. En effet, depuis le début de ce quinquennat, le Gouvernement n'a eu de cesse de compiler, d'additionner, de multiplier des plans de communication sans action, des plans d'action sans réalisation et des plans de secours sans secouristes. Après le plan « ma santé 2022 », « le plan d'urgence », le « pacte de refondation », le « plan hôpital », on attend avec impatience de découvrir le contenu du « plan massif d'investissement » qui n'a rien de révolutionnaire sur la forme puisqu'il figurait déjà dans le programme présidentiel du candidat Macron dans la rubrique « faire plus pour notre santé ». Qu'a fait le Gouvernement pour réarmer l'organisation sanitaire avec ces chaînes de mesures aussi éphémères que stériles ? Rien sur les réouvertures de lits après l'effroyable hémorragie de ces quinze dernières années, au cours desquelles 75 000 lits ont été fermés malgré la hausse considérable de la fréquentation aux urgences, qui a atteint le record de 21,4 millions de passages en 2017 ; rien sur le budget de fonctionnement des hôpitaux, le Gouvernement laissant les agences régionales de santé dicter les conditions de la survie par la suppression de tel ou tel service jugé trop coûteux ; rien sur le déficit d'attractivité du public par rapport au privé, que les timides hausses de rémunérations ne permettront pas de combler ; rien sur le renforcement massif des effectifs pour venir en aide aux personnels à bout ; rien sur la lutte contre l'insécurité dans les services hospitaliers, qui constitue une vraie source d'angoisses pour les agents confrontés à des scènes de violences intolérables et à des pressions récurrentes. Le Gouvernement est passé littéralement à côté d'une remise à plat globale du système de santé agonisant avec une réflexion liée entre la médecine de ville, les services de soins de proximité et la désertification médicale. On ne peut plus prodiguer de l'homéopathie au système de santé qui manque de tout et se tiers-mondise dramatiquement. Il ne s'agit pas de jeter quelques primes, amplement méritées par ailleurs, pour contenter les personnels hospitaliers. Les aides-soignantes et aides-soignants, les infirmières et infirmiers, les urgentistes, les médecins hospitaliers n'attendent pas une politique de pourboire mais une opération de sauvetage. Le futur plan doit en outre exclure cette vision technocratique et industrielle de la médecine qui est la norme depuis trop longtemps. L'humain, la qualité des soins, la prise en charge optimale des malades, l'amélioration des moyens et des conditions de travail des

personnels ne doivent plus être considérés comme des paramètres accessoires. Car ce sont eux qui assurent les meilleures chances de guérison ou de survie pour les Français. Il lui demande si le Gouvernement va enfin le comprendre et agir en ce sens.

Données clés

Auteur : [M. Bruno Bilde](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (12^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 27814

Rubrique : Établissements de santé

Ministère interrogé : [Solidarités et santé](#)

Ministère attributaire : [Santé et prévention](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [31 mars 2020](#), page 2436

Question retirée le : 21 juin 2022 (Fin de mandat)